

Intervention de Dominique BAERT – 23 juin 2014

Projet de Loi de Finances Rectificative 2014

Madame la Présidente,
Monsieur le Ministre,
Madame la Rapporteuse Générale,

En juin 2012, quand François Hollande accède à l'Elysée, la France a, ne l'oublions pas, à combattre 3 déficits. Déficit extérieur à 75 Mds €, déficit public à près de 100 Mds €, déficit d'emplois avec près de 3 millions de chômeurs.

En 2 ans, de nouveaux instruments de politique économique et d'emploi ont été mis en place, et des efforts ont été accomplis. Trop selon les impressions de nombre de nos concitoyens ; trop peu si l'on s'en tient aux données chiffrées. Car malgré les réductions de dépenses et les hausses d'impôts, en l'absence de croissance, les résultats pour probants qu'ils soient (et Christian Eckert les a rappelés avec force) ne sont pas encore à la hauteur de nos espoirs, puisque les déficits extérieur et de l'Etat sont respectivement de 60 Mds et de 71 Mds : ils ont baissé, oui, mais pas le chômage !

C'est qu'en réalité, ces 3 déficits ne sont pas indépendants, et que la séquence de leur réduction n'est pas neutre.

Réduire le déficit d'emplois, par une politique accommodante de la dépense, peut paraître sympathique, et même prioritaire aux yeux des analyses premières de la gauche. Sauf que la dépense en hausse va, elle, dans le même temps, d'une part augmenter le déficit public, parce que la dépense publique va croître plus vite que les recettes ; et d'autre part, creuser le déficit extérieur, compte tenu de ce que sont les élasticités d'importations de la France d'aujourd'hui.

Ainsi, après l'illusion de l'amélioration grâce à plus de dépenses, nous nous retrouverions plus tard avec des déséquilibres des comptes publics et extérieurs plus forts encore !

A l'inverse, la clé de l'action sur les 3 déficits en même temps passe par la réduction première du déficit extérieur. Car celui-ci quand il est dû, comme c'est le cas actuellement, à une insuffisante compétitivité, est la cause fondamentale d'une croissance insuffisante, donc de recettes fiscales insuffisantes, donc d'un déficit public excessif, comme la cause évidente aussi de destructions, et de créations insuffisantes, d'emplois.

Dans la France de 2014, au niveau où sont nos déficits, c'est celui-là qui tient les 2 autres ! La France n'a plus le choix de sa séquence de politique économique, car les faits sont têtus.

Michel Sapin le disait tout à l'heure : « C'est d'abord la production qu'il faut soutenir ». Car améliorer la compétitivité de nos fabrications, c'est accroître nos ventes, donc le PIB, donc favoriser l'accroissement des capacités de production et l'investissement, donc stimuler durablement, par le mécanisme bien connu de l'accélérateur, l'activité, sans laquelle il n'y aura pas durablement pouvoir d'achat, emplois et recettes fiscales.

Là est le ressort du Pacte de Responsabilité, le mécanisme qui vise à accélérer le rythme de la reprise économique, et à réduire ensemble les 3 lourds déficits, héritages de la majorité précédente.

Les stratégies de la droite hier ont été un dramatique échec. Leurs conséquences sont lourdes pour la France : dérapage des déficits, dette tellement énorme que son remboursement grève nos charges pour longtemps, choix fiscaux injustes, terriblement lourds pour les modestes et généreux avec les plus fortunés.

Mais de même, ouvrir les vannes de la dépense publique ne serait qu'une oasis temporaire, sans doute agréable, plus facile c'est vrai à promouvoir que la réduction responsable des dépenses. Mais les liquidités budgétaires ne seraient vite qu'eau versée sur le sable d'un outil productif insuffisamment consolidé.

A l'inverse, les choix, pas faciles, faits par le gouvernement et notre majorité, doivent être tenus sans faille, en « bloc » comme le disait cet après-midi le Secrétaire d'Etat au Budget, et sans être sans cesse remis en cause. Il y va de la lisibilité de la politique économique de la France, de sa crédibilité, et de la confiance qu'elle inspire. Les taux d'intérêt sont bas, très bas, et les financements existent ; mais pour que la croissance s'affirme, il faut un déclic, une envie d'investir dans l'avenir !

Créer cette confiance, c'est l'objet de ce Pacte de Responsabilité, lequel, pour réussir pleinement ses efforts, a besoin de stabilité des engagements pris et de parole tenue.

Député de la majorité, j'ai été élu pour soutenir le Président de la République, le Premier Ministre qu'il a choisi, et les choix du gouvernement. Surtout quand il n'existe pas d'autres choix économiques ni raisonnables, ni sérieux, ni adaptés aux circonstances économiques et politiques de l'instant.